

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 81 — 1152

10 JUILLET 1981

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, modifiée par les lois des 20 août 1962, 6 juillet 1971, 9 juillet 1976 et par la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981;

Vu la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, modifiée par les lois des 13 mars 1963, 6 février 1970 et par la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981;

Vu la loi du 1er mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque, et sa mise en vigueur, notamment l'article 54;

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, notamment l'article 2, alinéa 4;

Vu la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, notamment l'article 104, l'article 108, modifié par l'arrêté royal du 16 mai 1980, l'article 121, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1980 et les articles 123, 124, 125, 126, 128 et 130;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées;

Vu l'arrêté royal du 17 février 1981 autorisant la Régie des Postes, à payer tout chèque tiré sur certaines institutions publiques de crédit;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant la nécessité de consacrer d'urgence des mesures d'application découlant du chapitre V, section 2, de la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981;

Sur la proposition de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 104 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 104. Le montant de l'avoir en compte courant postal est illimité. Ce montant peut être débiteur en raison d'une facilité de caisse.

La facilité de caisse est accordée au titulaire qui remplit les conditions fixées par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions et le Ministre des Finances.

Elle permet, pour une période maximale de deux mois, un solde débiteur limité à un montant et passible d'un intérêt débiteur, fixés par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions avec l'accord du Ministre des Finances.

L'intérêt est dû dès le jour au cours duquel le compte est mis en débit. Il n'est plus dû pour le jour au cours duquel le compte est remis en crédit.

Le Ministre ayant la Poste dans ses attributions ou son délégué, détermine la périodicité du calcul et de la mise en compte des intérêts débiteurs. Lorsque ceux-ci ont pour effet de provoquer ou d'accentuer un solde débiteur, ils sont à leur tour passibles du même intérêt, à partir du jour de leur mise en compte.

Le Ministre ayant la Poste dans ses attributions ou son délégué, fixe les règles et la procédure applicables en cas d'abus commis par le titulaire. »

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 81 — 1152

10 JULI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 december 1956 op de postdienst, gewijzigd bij de wetten van 20 augustus 1962, 6 juli 1971, 9 juli 1976 en bij de programmawet 1981 van 2 juli 1981;

Gelet op de wet van 2 mei 1956 op de postcheck, gewijzigd bij de wetten van 13 maart 1963, 6 februari 1970 en bij de programmawet 1981 van 2 juli 1981;

Gelet op de wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de éenvormige wet op de check- en de inwerkingtreding van deze wet, inzonderheid het artikel 54;

Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, inzonderheid op artikel 2, lid 4;

Gelet op de programmawet 1981 van 2 juli 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid het artikel 104, het artikel 108, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 1980, het artikel 121, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1980 en de artikelen 123, 124, 125, 126, 128 en 130;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juni 1967 tot coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 1981 dat de Regie der Posterijen machtigt tot uitbetaling van iedere check getrokken op sommige openbare kredietinstellingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet op institutionele hervormingen van 9 augustus 1980, inzonderheid op het artikel 3, § 1;

Overwegend dat het noodzakelijk is dringend de uitvoeringsmaatregelen te treffen die voortvloeien uit het hoofdstuk V, afdeling 2, van de programmawet 1981 van 2 juli 1981;

Op de voordracht van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het artikel 104 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 104. Het bedrag van het tegoed op een postrekening-courant is onbeperkt. Het bedrag mag, op grond van een kasfaciliteit, een debetstand vertonen.

De kasfaciliteit wordt toegestaan aan de rekeninghouder die de voorwaarden vervult, vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren en de Minister van Financiën.

Zij laat, voor een maximale periode van twee maanden, een debetsaldo toe beperkt tot een bedrag en onderhevig aan een debetinterest beide vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren met het akkoord van de Minister van Financiën.

De interest is verschuldigd van de dag af waarop de rekening een debetsaldo vertoont. Hij is niet meer verschuldigd voor de dag waarop de rekening terug in creditstand werd geplaatst.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren of zijn gemachtigde bepaalt de periodiciteit van de berekening en van het in rekening brengen van de debetinterest. Wanneer deze een debetstand veroorzaken of verhogen, zijn ze op hun beurt onderhevig aan dezelfde interest van de dag waarop ze werden in rekening gebracht.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren of zijn gemachtigde stelt de regels en de werkwijze vast toepasselijk in geval van misbruik begaan door de rekeninghouder. »

Art. 2. L'article 108, point 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 mai 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« 3. solliciter de l'Office des Chèques postaux le transfert, à dates fixes, de sommes d'un montant déterminé. »

Art. 3. Dans l'article 121 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1980, le mot « disponible » est inséré entre les mots « avoir » et « au ».

Art. 4. L'article 123 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 123. Le montant d'un ordre donné par chèque postal est illimité.

Le chèque dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

Le chèque dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme. »

Art. 5. L'article 124 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. L'article 125 du même arrêté en devient l'article 124.

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un nouvel article 125 rédigé comme suit :

« Art. 125, § 1er. Tout titulaire d'un compte courant postal ou toute personne habilitée à disposer de l'avoir de ce compte peut émettre à son nom des chèques postaux payables à vue dans un bureau de poste déterminé ayant rang de perception, de bureau-annexe ou de sous-perception.

Cette faculté est subordonnée à l'autorisation donnée par le Ministre qui a la Poste dans ses attributions ou par son délégué, au titulaire du compte qui aura désigné le bureau où ces chèques postaux seront présentés au paiement.

Ces chèques dont le montant ne peut dépasser 20 000 F ne sont payables qu'à raison d'un chèque tous les deux jours ouvrables.

§ 2. Le titulaire d'un compte courant postal ou son mandataire détenteur d'une carte de garantie de chèque postal peut, sous le couvert de sa carte :

- soit remettre en paiement à des tiers qui l'acceptent;
 - soit encaisser dans un bureau de poste;
 - soit encaisser auprès d'une des entreprises ou institutions financières définies par l'article 54 de la loi du 1er mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur, avec lesquelles un accord de réciprocité a été conclu;
 - soit encaisser auprès d'une des caisses d'épargne privées visées par l'arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, avec lesquelles un accord de réciprocité a été conclu,
- des chèques d'un montant ne dépassant pas 5 000 F par titre et qu'il tire sur son compte ou celui de son mandant.

§ 3. Dans les conditions fixées par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions ou son délégué, le titulaire détenteur d'une carte de garantie et dont les rémunérations sont domiciliées à l'Office des Chèques postaux ou le mandataire de ce titulaire, peut désigner un bureau de poste ayant rang de perception, de bureau-annexe ou de sous-perception dans lequel il lui sera possible d'effectuer des retraits, sans vérification préalable de la provision, au moyen de chèques d'un montant maximum de 20 000 F par titre émis à son nom à charge de ce compte.

Cette faculté peut être étendue à tout titulaire ou mandataire honorablement connu de la Régie des Postes et détenteur d'une carte de garantie. »

Art. 8. Dans le titre II, chapitre II, section III du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1980, la rubrique suivante est insérée entre les rubriques « Chèques postaux » et « Procédés mécaniques ou électroniques de retraits » :

« Carte de garantie de chèque postal. »

Art. 9. L'article 126 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante, sous la rubrique « Carte de garantie de chèque postal » :

« Art. 126. La carte de garantie de chèque postal apporte au bénéficiaire ou au porteur d'un chèque postal auquel elle est exhibée, la garantie que la Régie des Postes tirée lui payera le

Art. 2. Het artikel 108, punt 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 1980, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 3. het Bestuur der Postchecks verzøeken de overdracht uit te voeren, op vaste datã, van een bepaald bedrag. »

Art. 3. In het artikel 121 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1980, het woord « beschikbaar » inlassen tussen de woorden « zijn » en « tegoed ».

Art. 4. Het artikel 123 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 123. Het bedrag van een per postcheck bevolen order is onbeperkt.

De check waarvan het bedrag voluit in letters en tevens in cijfers is geschreven geldt, in geval van verschil, ten beløpe van het bedrag voluit in letters geschreven.

De cheque waarvan het bedrag meerdere malen is geschreven hetzij voluit in letters, hetzij in cijfers, geldt in geval van verschil, slechts ten beløpe van het kleinste bedrag. »

Art. 5. Het artikel 124 van hetzelfde besluit wordt ingetrokken.

Art. 6. Het artikel 125 van hetzelfde besluit wordt het artikel 124.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 125 ingelast als volgt opgesteld :

« Art. 125, § 1. Al wie houder is van een postrekening-courant of gemachtigd is over het tegoed daarvan te beschikken, kan op zijn naam postchecks uitgeven die op zicht betaalbaar zijn in één bepaald postkantoor met rang van ontvangerij, bijkantoor of onderontvangerij.

Deze mogelijkheid wordt afhankelijk gesteld van de toestemming, gegeven door de Minister tot wiens bevoegdheid de Postrekeningen behoren of door zijn gemachtigde, aan de rekeninghouder die het postkantoor aangewezen heeft waar deze postchecks ter betaling zullen aangeboden worden.

Slechts om de twee werkdagen mag zulk een cheque, met een bedrag van ten hoogste 20 000 F worden uitbetaald.

§ 2. De houder van een postrekening-courant of zijn mandataris, houder van een postcheckwaarborgkaart mag, onder waarborg van zijn kaart :

- hetzij als betaling afgeven aan derden die het aanvaarden;
 - hetzij inkasseren in een postkantoor;
 - hetzij inkasseren bij een van de ondernemingen of financiële instellingen, bepaald bij het artikel 54 van de wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de éénvormige wet op de check en de inwerkingtreding van deze wet, waarmee een wederkerigheidsakkoord werd afgesloten;
 - hetzij inkasseren bij een van de private spaarkassen, bedoeld bij koninklijk besluit van 23 juni 1967 tot coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, waarmee een wederkerigheidsakkoord werd afgesloten,
- checks waarvan het bedrag 5 000 F per order niet overschrijdt en die hij trekt op zijn rekening of op deze van zijn lastgever.

§ 3. In de voorwaarden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Postrekeningen behoren of zijn gemachtigde mag de rekeninghouder waarvan het loon gedomicilieerd is op het Bestuur der Postchecks of de mandataris van deze rekeninghouder een postkantoor aanduiden met rang van ontvangerij, bijkantoor of onderontvangerij waar het hem mogelijk zal zijn afnemingen te verrichten zonder voorafgaand nazicht van het tegoed, door middel van checks met een maximumbedrag van 20 000 F per order op zijn naam uitgegeven en ten laste van deze rekening.

Deze mogelijkheid kan worden uitgebreid tot elke rekeninghouder of mandataris als eerlijk gekend bij de Regie der Postrekeningen en houder van een waarborgkaart. »

Art. 8. In titel II, hoofdstuk II, afdeling III van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 1980, wordt de volgende rubriek toegevoegd tussen de rubrieken « Postchecks » en « mechanische of elektronische methodes van afnemingen » :

« Postcheckwaarborgkaart. »

Art. 9. Het artikel 126 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen, onder de rubriek « Postcheckwaarborgkaart » :

« Art. 126. De postcheckwaarborgkaart bestaat erin aan de rechthebbende of de toonder van een postcheck, aan wie deze kaart werd overgelegd, de zekerheid te bieden dat de Regie der

montant de ce chèque si les directives fixées par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions ou son délégué sont bien respectées.

Une carte de garantie de chèque postal peut être délivrée à un titulaire de compte, ainsi qu'à son mandataire ayant souscrit un engagement dont la teneur est déterminée par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions.

Cette carte de garantie de chèque postal est délivrée en fonction de l'honorabilité et de la solvabilité du titulaire de compte et après examen de l'avoir et du fonctionnement de son compte.

Le Ministre ayant la Poste dans ses attributions ou son délégué fixe les conditions de délivrance et de retrait de la carte de garantie.

La délivrance de la carte de garantie de chèque postal peut donner lieu à la perception d'une taxe. »

Art. 10. Au tableau des taxes et des conditions des opérations postales du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1980, le texte suivant est inséré après la rubrique 236bis :

« Carte de garantie de chèque postal :

236ter. Délivrance ou renouvellement de la carte de garantie de chèque postal 100, — par an —. »

Art. 11. L'article 128 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 128. L'article 123 est applicable à l'assignation postale.

Une communication relative au motif du paiement peut être portée gratuitement à l'endroit désigné du talon de l'assignation postale. »

Art. 12. L'article 130 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 130. Un tarif d'émission préférentiel peut être accordé aux caisses de pension émettant annuellement au moins un million d'assignations postales. »

Art. 13. Au tableau des taxes et des conditions des opérations postales du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1980, le point d) de la rubrique 227 est remplacé par la disposition suivante :

« d) assignation postale émise par les caisses de pension bénéficiant d'un tarif préférentiel . . . 9,—. »

Art. 14. Les dispositions du présent arrêté, à l'exception des articles 12 et 13, ne sont pas applicables aux comptes ouverts au nom des comptables de l'État et de la Régie des Postes.

Art. 15. Pour l'application de la loi du 28 décembre 1973, l'Office des chèques postaux est considéré comme intermédiaire financier du secteur public.

Art. 16. Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
F. WILLOCKX

Le Ministre des Finances,
R. VANDEPUTTE

F. 81 — 1153

14 JUILLET 1981. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, modifiée par les lois des 20 août 1962, 6 juillet 1971, 9 juillet 1976 et par la loi-programme du 2 juillet 1981;

Posterijen waarop zij werd getrokken hem het bedrag van de check zal uitbetalen indien de richtlijnen bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren of zijn gemachtigde stipt werden nageleefd.

Een postcheckwaarborgkaart mag worden afgeleverd aan een rekeninghouder evenals aan zijn mandataris die een verbintenis heeft onderschreven waarvan de inhoud wordt vastgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren.

Deze postcheckwaarborgkaart wordt afgeleverd rekening houdend met de eerlijkheid en solvabiliteit van de rekeninghouder en na onderzoek omtrent het tegoed en de werking van zijn rekening.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren of zijn gemachtigde bepaalt de voorwaarden van aflevering en intrekking van de waarborgkaart.

Het afleveren van de postcheckwaarborgkaart kan aanleiding geven tot het heffen van een taks. »

Art. 10. Aan de tabel der taksen en voorwaarden der postale verrichtingen van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1980, na de rubriek 236bis de volgende tekst toevoegen :

« Postcheckwaarborgkaart :

236ter. Aflevering of hernieuwing van de postcheckwaarborgkaart 100, — per jaar —. »

Art. 11. Het artikel 128 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 128. Het artikel 123 is van toepassing op de postassignatie.

Een mededeling betreffende de reden der betaling mag kosteloos worden aangebracht op de hiervoor op de strook van de postassignatie voorziene plaats. »

Art. 12. Het artikel 130 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 130. Aan de pensioenkassen die jaarlijks ten minste één miljoen postassignaties uitgeven, mag een voorkeurstarif voor uitgifte worden toegestaan. »

Art. 13. In de tabel der taksen en voorwaarden der postale verrichtingen van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 december 1980, wordt het punt d) van de rubriek 227 vervangen door de volgende bepaling :

« d) postassignatie uitgegeven door de pensioenkassen die van een voorkeurtarif genieten . . . 9,—. »

Art. 14. De bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de artikelen 12 en 13, zijn niet van toepassing op de rekeningen geopend op naam van de rekenplichtigen van de Staat en van de Regie der Posterijen.

Art. 15. Voor de toepassing van de wet van 28 december 1973 wordt het Bestuur der Postchecks als financiële bemiddelaar van de openbare sector beschouwd.

Art. 16. Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Onze Minister van Financiën zijn gelast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
F. WILLOCKX

De Minister van Financiën,
R. VANDEPUTTE

N. 81 — 1153

14 JULI 1981. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 26 december 1956 op de postdienst, gewijzigd bij de wetten van 20 augustus 1962, 6 juli 1971, 9 juli 1976 en bij de programmawet van 2 juli 1981;